

Orange Mayotte : plutôt le bâton que la négociation !

Communiqué de presse

jeudi 3 septembre 2015

Alors que la majorité des salarié-es de droit privé à Orange Mayotte sont en grève depuis le 27 juillet 2015, la négociation est toujours bloquée. La direction locale avait attendu 11 jours de grèves pour enfin commencer à négocier en présence de l'inspection du travail.

Elle a choisi ce jeudi 3 septembre de convoquer une vingtaine d'entre eux et le syndicat Sud devant le tribunal de grande instance de Mayotte pour, notamment, que les grévistes cessent de faire du bruit devant les bâtiments d'Orange.

Les grévistes n'en peuvent plus des manières brutales de ce directeur qui avait déjà renvoyé une dizaine de salarié-es d'Orange de la Réunion en garde à vue humiliante au poste de police pour une affaire de probité toujours pas jugée.

Est-ce là le dernier coup de pied du directeur de Réunion Mayotte qui doit prendre une nouvelle fonction à Orange Guinée dès le 13 septembre ?

Lors d'une tentative de conciliation en préfecture, celui-ci avait enfin consenti à attribuer une prime de vie chère pour le département de Mayotte distribuée tous les DOM avec un effet rétroactif depuis 2011.

Il n'est cependant pas revenu sur son idée fixe d'aligner le montant de cette prime sur celle de la Réunion alors que ses services avaient antérieurement convenu avec tous les syndicats locaux d'un coût de la vie à Mayotte qui de l'avis général est supérieur à celui de la Réunion. Sud soucieux de trouver une issue à la crise avait pourtant dit sa disposition à discuter de cette particularité.

Comment comprendre cet entêtement alors que cette différence de 30€/mois ne coûterait que 1100 € pour satisfaire les attentes des grévistes ?

La fédération Sud prend toutes les dispositions pour que les grévistes soient entendu-es au tribunal et qu'on fasse enfin justice à leurs revendications plutôt qu'aux nuisances sonores dont se plaint la direction. Sud reste néanmoins disponible pour toutes nouvelles discussions avec les représentant-es d'Orange de quelque niveau qu'ils soient afin de permettre un fin de conflit dans le respect et dignité des salarié-es et des client-es d'Orange.